

CONTROVERSES

éditorial

Le bel avenir DE L'EMPIRE OTTOMAN

Shmuel Trigano

Pour qu'un débat sur la nation s'ouvre, de nombreux obstacles doivent être franchis. Le plus immédiat est sans doute l'éclision de la dimension identitaire de la nation, pourtant omniprésente derrière sa dimension politique. Le concept de nation a en effet une double acception. Il peut désigner la communauté des citoyens, c'est-à-dire la sphère politique rassemblant les individus citoyens, acteurs du processus démocratique sur un pied d'égalité, comme il peut désigner la personnalité collective, la singularité culturelle que ces individus ou une majorité d'entre eux se sont forgées à travers le temps. De ce point de vue, il y a une identité nationale française découlant de l'expérience républicaine autant que de « la France éternelle », produit de siècles d'histoire. Quand, par hasard, on exalte aujourd'hui uniquement la nation citoyenne, on omet de rappeler que même elle a secrété une identité concrète et épaisse, typiquement « française », dont la laïcité est la culture.

Ce sont ces deux acceptions qui se voient aujourd'hui malmenées par l'évolution des choses qu'orchestre une idéologie que nous avons définie dans ce dossier¹ comme le « post-modernisme », en tentant de l'identifier au plus près. Dans les démocraties occidentales, là où seulement elle existe, la nation citoyenne est mise à mal par un puissant flux migratoire. Les équilibres économiques et sociaux qui avaient fini par s'établir au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (« l'Etat-providence ») en sont bouleversés dans la mesure où les non-citoyens, les étrangers nationaux, ont fini par bénéficier des avantages qui n'étaient réservés auparavant

qu'aux citoyens. La citoyenneté, ou plutôt ses droits, s'est vue dissociée de la nationalité au point de réduire celle-ci à la portion congrue. L'identité nationale (la nation identitaire), quant à elle, est ressortie considérablement affaiblie des deux guerres mondiales. Le nationalisme l'a dévalorisée et rendue responsable de l'ère des génocides. Derrière elle, se profilent, pour beaucoup de contemporains, Vichy, le colonialisme, le racisme... C'est cet argument symbolique qu'opposent les défenseurs des « sans » (sans papiers, sans-logement, etc.) à ceux qui les critiquent : le choix serait, selon eux, entre la démocratie, désarticulée de la nation, et le fascisme. Le choc démographique produit par l'immigration s'inscrit, enfin, dans la mondialisation, une mutation majeure de la vie humaine du fait de l'avènement de nouvelles technologies de communication qui rapprochent de plus en plus les cultures et les sociétés au point d'éroder leur spécificité et donc leur identité.

Ces trois phénomènes (choc démographique, recul de la nation, mondialisation) constituent l'arrière-plan socio-politique d'une mouvance idéologique aux contours flous mais qui n'en est pas moins très concrète. Elle semble avoir emporté l'adhésion d'une grande partie des élites des pays démocratiques au point de les fondre dans un même cosmopolitisme. Elle exerce aussi, sur le plan du magistère du savoir, une influence dominante sur le discours, la pensée et les politiques de ces pays, sans oublier les sciences universitaires. Parmi ses principes sacro-saints se trouve bien sûr la « déconstruction » de la nation. Le titre américain du livre de Benedict Anderson, *Communautés imaginées*², a été en la matière élevé au rang d'un slogan jousif, autorisant la déconsidération du tissu national de la fabrique sociale³. Les ahurissantes théories sur « la fin des territoires » et du local ont accompagné la frénésie d'une « jet-set » économique et intellectuelle d'envergure intercontinentale. La récente guerre du Liban aura démontré de façon cruelle et ironique combien, sur le plan de la politique internationale, ces doctrines étaient erronées : les territoires et le local se sont avérés, au contraire, d'une importance capitale au temps des bombes atomiques et des missiles balistiques inter-continentaux. La sécurité de tout le nord d'Israël a dépendu à ce moment de l'éloignement terrestre des rampes de lancement du Hezbollah. L'équilibre de la terreur globale rétrograde l'affrontement des hommes à de bien archaïques pratiques. Sans infanterie, sans occupation du terrain, vous ne gagnez pas et vous n'éloignez pas de vos centres vitaux la menace de vos ennemis car il y a toujours des ennemis et de la pire espèce. De même que les « délocalisations » économiques ont montré, par la calamité qui s'abattait sur les territoires sevrés de leurs industries, combien le lieu géographique comptait toujours en économie (ce que savent bien ceux qui en profitent).

Le post-modernisme pourrait bien être le chant du cygne du marxisme. Celui-ci a de tout temps vu dans la nation un paravent à la domination de classe, sus-

ceptible de rallier au système de pouvoir dominant les classes dominées, ainsi mystifiées par le leurre de l'unité nationale. L'analyse marxiste de l'aliénation implique plus généralement que toute identité est oppressive et que le communisme en libèrera l'homme générique qui est à ses yeux l'idéal humain recherché.

Si cet apparemment se vérifiait, l'idéologie post-moderniste, prônant la relativisation et la réduction de toutes les identités à un imaginaire sans consistance (un « récit »), prendrait une couleur plutôt pathétique. C'est justement du fait de son incapacité à comprendre la réalité et le phénomène des identités collectives que le marxisme a connu son premier échec, avec la première guerre mondiale lorsque son activisme internationaliste s'est brisé sur le roc des intérêts et des identités nationales, et son échec terminal, à l'autre bout de son parcours. 70 ans de communisme se sont avérés n'être en effet qu'une (terrible) parenthèse dans l'histoire des nations de l'Europe : comme par enchantement sa décomposition a fait réapparaître la sainte Russie orthodoxe et blanche, sans compter les nombreuses nations d'Europe centrale et de l'Est, autrefois sous sa férule. C'est la nation qui a terrassé le communisme.

La question que l'on peut se poser alors est de savoir si, faute d'avoir réussi à triompher du marché et du libéralisme, le marxisme d'après la chute de l'Union soviétique s'est replié et reconstruit sur le projet de désorganiser et de bouleverser les mœurs ? Ce n'est pas seulement la nation comme identité qui est ici en jeu mais aussi l'humanité, avec la « déconstruction » de l'identité des genres qu'il poursuit aujourd'hui, non plus au nom de la lutte des classes mais de la lutte des sexes.

L'une des raisons pour lesquelles *Controverses* a été créée est justement de soumettre à la critique une évolution idéologique qui est grosse d'un nouveau totalitarisme. L'indifférenciation identitaire (la déréalisation et l'interchangeabilité des identités) qu'elle est en train de promouvoir, au nom de la différence, ne peut ouvrir que sur la massification des hommes et des sociétés, c'est à dire une domination de type extrêmement pervers : au nom de la liberté. L'ambition démiurgique de la maîtrise totale (jusqu'au choix du genre) est en effet à l'œuvre dans cette croyance qui tient le réel pour une dépendance de la volonté (on peut changer de « récit » comme on change de chemise).

Sur ce plan des mœurs, comme sur celui de l'identité nationale, il est vrai que la théorie démocratique dans sa radicalité présente une faiblesse congénitale. Les droits de l'homme ne connaissent pas d'identité. Ils sont par principe universels et ne considèrent que les individus. On sait par l'histoire que ceux qui les énoncèrent en premier découvrirent très tôt qu'ils n'avaient pu le faire que dans la langue française et qu'ils ne pouvaient être mis en pratique que par ceux qui devenaient des citoyens français et non des citoyens du monde. C'est sur la base

de cette découverte « sur le tas » et des guerres européennes qui s'en suivirent, que le modèle national, le modèle de l'Etat-nation est devenu le seul modèle praticable de la démocratie. Aujourd'hui où les droits de l'homme reviennent dans leur ambition d'universel post-national, et avec toute la charge spécifique à l'individualisme démocratique qui est leur noyau fondamental, ce même problème se voit ravivé. La question des droits des étrangers en constitue l'arène où est affronté ce problème. Les droits de l'homme peuvent-ils suffire à régler le régime démocratique sans le critère limitatif qu'est l'identité nationale, pas seulement pour bénéficier de la protection sociale qu'elle confère mais aussi et avant tout pour partager les valeurs et le minimum de mémoire commune sans lesquels il n'est pas de vie collective ? L'avenir le dira. Ce qui est sûr en tous cas c'est que la théorie des droits de l'homme a toujours eu du mal à comprendre *démocratiquement* le phénomène de l'identité collective, qui ne se réduit pas à la citoyenneté.

Comment gérer l'identité en régime démocratique ? Il n'y a encore pas de réponse à cette question. Elle est restée en friche. Si le débat philosophico-politique a un sens et mérite d'être approfondi, c'est bien pour lui trouver une réponse.

Néanmoins, la question de la nation ne se déroule pas dans un *no man's land* ou entre les « quatre murs » des pays démocratiques. Le cadre international de ce questionnement est très loin d'être aussi irénique que le pensent les critiques de la nation, déjà postés à « la fin de l'histoire » et proches de la paix perpétuelle. Le monde proche de l'Europe, le lieu le plus sensible de l'extinction de la nation, souffre en effet d'un prurit identitaire et ethnocentrique exacerbé. Il est traversé par les logiques de l'intégrisme et du djihad mondial. Tous les observateurs ont remarqué que si demain ce monde-là bénéficiait de la démocratie, un raz de marée intégriste s'y produirait. Le problème, c'est que ces évolutions touchent l'Europe en ses centres mêmes du fait que le djihad mondial utilise les populations arabo-musulmanes immigrées pour y nicher dans certains de leurs milieux les bases avancées de ses menées terroristes. Tous les observateurs s'inquiètent de ce que les attentats perpétrés en Europe sont le fait de citoyens européens tranquilles et anonymes, parfaitement intégrés. La menace permanente sous laquelle les Etats européens vivent sont la meilleure preuve d'une telle situation de guerre.

La réalité oblige donc à mettre en rapport ces événements avec le recul de la nation. Le débat philosophico-politique prend dès lors une autre tournure. Cette poussée et cette menace se produisent en effet au moment même où les identités nationales européennes semble s'effacer, voire se décomposer, au moment où, face à un monde qui affirme haut et fort son identité culturelle et religieuse, l'Europe unie n'a plus la force de soutenir la charge de son passé historique, culturel et identitaire, qui est ce qu'il est mais qui est. Le plus étonnant dans cette situation asymétrique est autant l'incapacité des Européens à recon-

naître la réalité concrète que la frénésie des post-modernistes à déconstruire et détruire ce qu'elle est, pour exalter les vertus de tout ce qui est en dehors d'elle sans exercer la même critique et la même déconstruction sur une culture dont on ne peut pas dire qu'elle a fait ses preuves de la reconnaissance de « l'Autre ». Si l'on met en parallèle le démantèlement de la nation européenne et l'exaltation de la Oumma, que celle si soit formulée par le djihad mondial, célébrée comme forme de résistance à la mondialisation par les altermondialistes ou ignorée par les post-modernistes, on obtient un tableau très fort du principe de réalité de notre temps. Ces deux phénomènes ne se produisent pas de plus dans des univers lointains et séparés mais dans le même monde et dans l'interpénétration. La temporalité de l'Europe, rivée à ses propres rythmes et rendez-vous avec l'histoire, est ici malmenée par la temporalité d'un autre univers qui n'a pas connu son développement et qui prend objectivement à revers son évolution, c'est à dire indépendamment de tout jugement de valeur sur la nation ou l'identité nationale. Le « timing » de la déconstruction de la nation est donc on ne peut plus catastrophique.

Le renoncement à celle-ci n'assure pas un monde sans identité mais prépare bien au contraire un monde où triomphera une autre identité, plus forte et agressive, impériale.

Que peut-il se passer en Europe même ? L'effacement de la nation, et j'entends ici la nation identitaire autant que la nation citoyenne, car l'une est adossée à l'autre, ne peut que faire le lit à un repli sur leur pré carré des groupes qui constituent la société. L'identité de ces groupes ne sera plus ce qu'elle était. Il n'est pas question ici des identités culturelles et religieuses, elles, parfaitement légitimes pour autant qu'elles ont suivi l'évolution de la démocratie d'après guerre, mais de leurs mutations récentes. La nouvelle nomenclature des identités (Blacks, Blancs, Gaulois, Beurs, Indigènes, Feujis...) est un indice de ce qui s'annonce. S'opèrent là une revision et une refondation d'anciennes identités en fonction du nouveau principe de réalité. Ce nouveau baptême les reconstruisent en les rabatant sur la condition de nations ethnico-raciales ou ethnico-religieuses aux repères totalement différents...

La renonciation à l'identité nationale seule susceptible par son envergure d'inclure des collectivités différentes, même reconnues dans leurs identités singulières, ne fraiera la voie qu'à des identités frustrées et restreintes, en deçà de la rationalisation et de l'historicité, voire de la culture. Sur ce plan-là, la nation représentait un supplément de rationalisation. Il n'y a jamais de vide d'identité. C'est un principe sociologique...

Ce que pourrait devenir, sur le plan politique, l'Europe des post-modernistes, si les Etats-nations avec leur identité nationale s'y effaçaient, rappelle irrésistiblement

sistiblement au connaisseur le modèle de l'empire ottoman des réformes des Tanzimats, au XIX^e siècle. Ce modèle se confrontait au défi de la gestion « moderne » d'un univers politique impérial où l'Etat-nation ne s'était pas construit. Il fallait d'un côté reconnaître l'égalité de tous les sujets du Sultan, et en même temps conjuguer la reconnaissance des nations non-musulmanes. Cette nouvelle constitution, en fait, continuait en l'améliorant la condition du *dhimmi*, du non-musulman en terre d'islam, régie par la Sharia. L'autonomie était concédée à des nations communautaires, les *millet*, grecque orthodoxe, arménienne, juive, qui devaient s'organiser pour gérer le pouvoir en leur sein, en général dévolu à un ethnarque – souvent un dignitaire religieux – bien en place auprès du pouvoir du Sultan auquel il rendait compte directement. Sur le plan de l'Empire, le système politico-juridique restait sous la gouverne de l'islam mais faisait exception à la Loi commune pour les ressortissants des nations communautaires pour lesquels le droit personnel était régi par le droit religieux de leur communauté. Le mode de gestion des *millet* impliquait un retour à la féodalité pour leurs membres, citoyens égaux devant le Sultan mais sujets passifs d'autorités ethniques, ni élues ni contrôlées, comme membres de leurs nations. Sur le plan global, que produisit ce système sinon l'explosion des nationalismes (grec, arabe, arménien, juif) qui précipita la chute de l'empire ottoman et son dépeçage par les puissances européennes et la constitution de la Turquie nationaliste ? L'actualité de la question turque dans l'Europe unie aujourd'hui est on ne peut plus significative : elle récapitule toute cette histoire.

notes

1. Produit d'un colloque organisé, le 22 mars 2006, en collaboration avec le laboratoire Sophiapol, le Groupe d'Etudes et d'Observation de la Démocratie de l'Université de Paris X-Nanterre et la Maison Léonard de Vinci.
2. Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, La Découverte, 2006 (*Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*).
3. Au demeurant, que les représentations jouent un rôle déterminant dans la constitution de la société, n'est pas une découverte. Toute la sociologie durkheimienne l'illustre. Ce qui est nouveau pourtant et tout à fait opposé à la vision de Durkheim pour lequel l'imaginaire fait partie des choses « sérieuses », c'est le fait que cette dimension imaginaire soit tenue pour une réalité frelatée, fabriquée, fomentée (vieux marxisme !) et donc jetable à souhait...